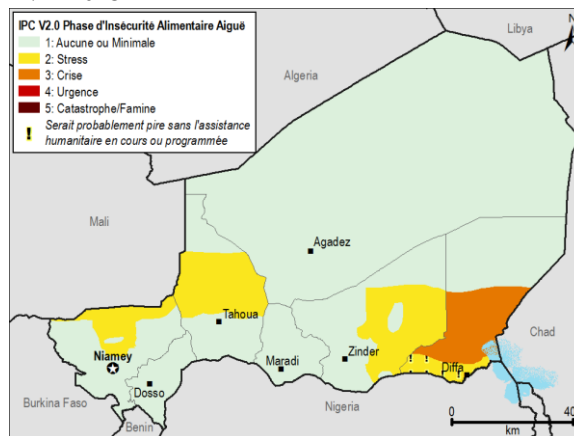


Les marchés des céréales et les prix affichés ont encore un comportement typique

MESSAGES CLÉS

- Au niveau national, les disponibilités alimentaires sur les marchés et dans les ménages restent typiques et à la faveur d'une demande de consommation, encore faible, les prix sur les marchés sont moyens voire bas.
- L'insécurité alimentaire, globalement Minimale (Phase 1 de l'IPC) dans le pays en avril 2015, est toutefois préoccupante dans certaines régions. Les stocks céréaliers vont fortement diminuer d'ici septembre ainsi que le disponible fourrager en mai-juin 2015 dans la zone agropastorale de Ouallam, Tanout et Goure, de la zone agricole de Doungass et de la zone pastorale de Ouallam, Tanout, Abalak et Tchintabaraden. Les ménages pauvres resteront en Stress (Phase 2 de l'IPC) et ne pourront pas satisfaire tous leurs dépenses essentielles.
- Une insécurité alimentaire aiguë de Stress (Phase 2 de l'IPC) affecte aussi les déplacés du conflit de nord-est Nigeria présents dans la sud de la région de Diffa. Les pasteurs du nord de Diffa (Nguigmi) sont aussi fortement affectés suite aux opportunités de commercialisation limitées et aux prix élevés des denrées alimentaires. Les zones pastorales de Nguigmi resteront en Crise au moins jusqu'en septembre.

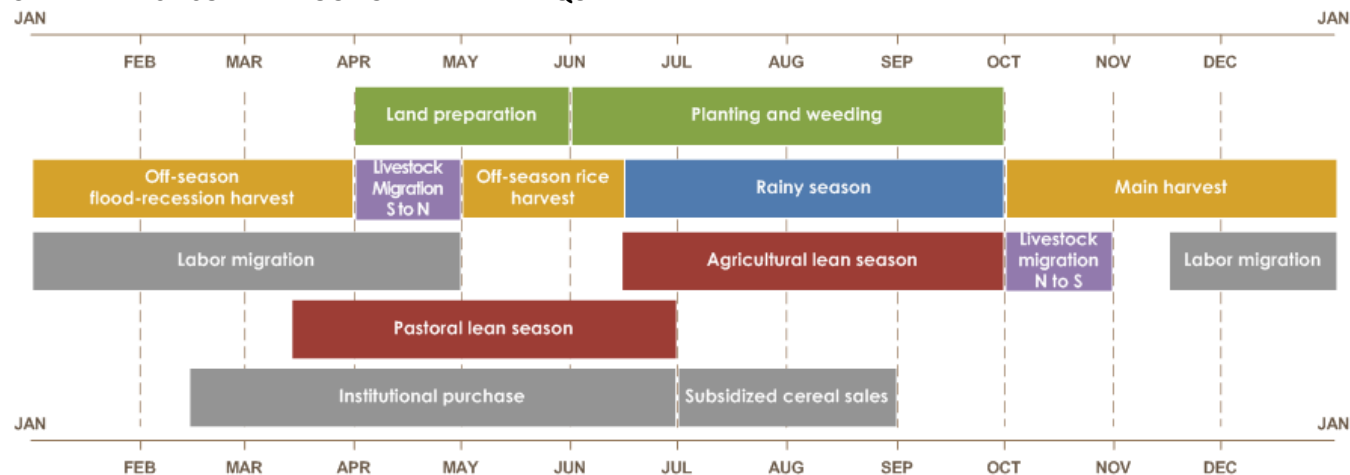
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, Avril 2015



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Selon les résultats définitifs de la campagne agricole d'hivernage 2014, publiés par la direction des statistiques du ministère de l'agriculture en fin mars, la production nationale disponible en céréales (mil, sorgho, maïs, fonio, riz et blé), est d'un peu plus de 4.1 millions. Cette production (en mil, sorgho, maïs, riz, fonio et blé), sans la prise en compte des stocks de report, les importations commerciales et les dons, permet de couvrir 95 pour cent des besoins de consommation de la population nigérienne pour l'année de consommation 2104/15.

Si on considère les productions maraîchères dont la campagne a bénéficié d'une disponibilité en eau et d'un appui en intrants du gouvernement et de ses partenaires dont la FAO, les disponibilités alimentaires seront renforcées au niveau national. Ces ressources alimentaires d'appoint pourraient même juguler les déficits céréaliers enregistrés principalement dans les régions de Zinder et Tillabéri.

Cette situation de bonnes disponibilités alimentaires nationales se manifeste par des offres en grande partie constituées par les céréales locales pour le mil, sauf sur les marchés de Diffa où les céréales sont importées des autres régions ou des pays voisins. Les importations (principalement de Nigeria, Burkina Faso et Benin) se déroulent normalement pour les autres céréales (maïs et sorgho) sauf dans les régions de Diffa où l'insécurité entrave les flux.

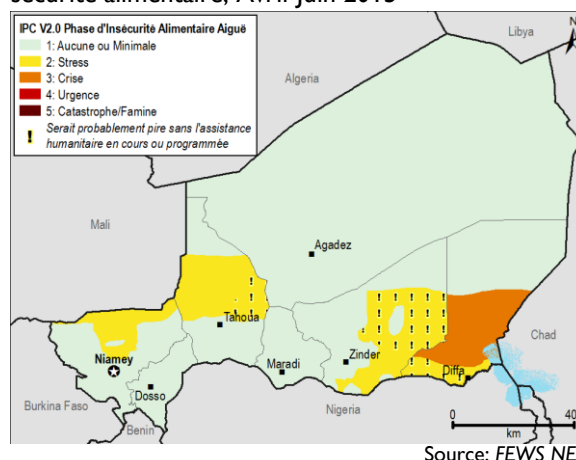
Le comportement de la demande locale de consommation montre également une stabilisation des disponibilités au des ménages surtout avec la contribution des produits maraîchers qui comptent de plus en plus dans les habitudes alimentaires des populations. En effet, la demande est stable et elle est exprimée principalement pour le mil local qui est la principale céréale consommée au Niger en situation typique. Cette situation est évidente quand on regarde la différence observée sur les marchés qui affichent des prix plus élevés pour le mil local par rapport au mil importé du Nigeria et aux autres céréales locales.

Les marchés céréaliers fonctionnent bien avec des niveaux d'approvisionnement moyens à bons. Les prix sont globalement stables à bas par rapport à la moyenne. Ils ont atteint, en mars 2014, des niveaux situés entre 100 à 200 XOF par Kg pour le mil sur les marchés de Maradi, Tahoua et Zinder où les prix plus bas sont observés et entre 200 et 280 XOF par kg sur les marchés de Diffa, Agadez et Tillabéri qui ont les prix les plus hauts. Dans tous les cas, des baisses de 3 à 30 pour cent sont observées en comparaison avec la moyenne des 5 dernières années.

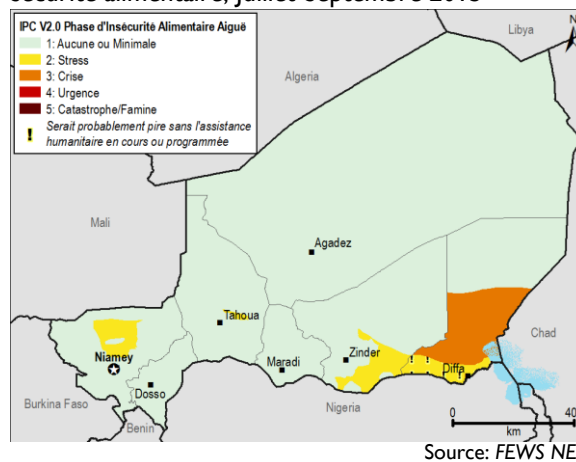
Pendant ce mois d'avril, l'accès alimentaire des ménages, qui ne possèdent pas de denrées propres, est assuré principalement par la vente des produits maraîchers, de la paille, du bois et de la main d'œuvre. La perte des revenus de la vente du poivron et des produits de pêche dans la région de Diffa suite aux mesures de restriction qui frappent ces activités consécutivement à l'insécurité liée à Boko Haram, constitue un obstacle à l'accès alimentaire pour les ménages de la zone qui dépendent fortement de ces moyens d'existence.

Sur le plan pastoral, le rapport de synthèse des résultats de la campagne pastorale publiée par la direction du développement pastorale, estime la production fourragère disponible à 14 324 098 tonnes de matière sèche (TMS) contre un besoin de 22 760 805 TMS soit un déficit fourrager global de 8 436 709 TMS. En ce moment qui coïncide avec le début de la période typique de soudure pastorale, toutes les régions sont déficitaires sur le plan fourrager avec des déficits de plus 2 millions de

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, Avril-Juin 2015



Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, Juillet-Septembre 2015



Ces cartes représentent les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

tonnes de matières sèches enregistrés dans les régions de Tahoua et Tillabéri. L'appréciation de la situation fourragère par département montre que les déficits les plus importants en zone pastorale sont observés dans Téra, Abalak, Diffa, Maine Soroa et Nguigmi. Le suivi de la situation pastorale par le SAP indique des pâturages médiocres voire inexistants dans la zone pastorale de Bosso, N'guigmi, Mainé-Soroa, dans la région de Diffa et nord-est de Tchintabaraden, Tassara et Abalak dans la région de Tahoua.

En raison de la disponibilité limitée de pâturages au Niger pour répondre aux besoins des animaux, les ménages s'engagent dans la transhumance. Le mouvement des animaux à la recherche de zones de bonne production fourragère et des points d'eaux se fait plus entre les régions du pays qu'entre le Niger et les pays voisins. Cette situation a significativement accentué l'épuisement du disponible fourrager qui est déjà déficitaire suite aux baisses importantes des précipitations de la campagne passée et se traduit par un début précoce de la soudure dans plusieurs zones pastorales. Le niveau de la transhumance dans la partie Est du Niger surtout dans la région de Diffa, est perturbée suite à l'intensification de la situation sécuritaire du Nigéria en fin d'année 2014.

Afin d'améliorer la disponibilité alimentaire pour les animaux et éviter une dégradation significative de leur état d'embonpoint, environ 10 800 tonnes d'intrants bétails (son de blé et tourteau) sont d'ores et déjà disponibles dans les régions pour la vente commerciale et sociale à des prix réduits (400 XOF et 500 XOF respectivement pour le sac de 50 kg de son de blé et du tourteau) soit 50 pour cent moins cher que ceux observés sur les marchés. Les achats de ces compléments alimentaires du bétail contribuent significativement à l'alimentation des animaux et à maintenir leur état d'embonpoint.

Les marchés à bétail fonctionnent normalement sauf dans la région de Diffa où les transactions sont fortement affectées par la crise sécuritaire au Nigéria, cela se manifeste par une diminution des commerçants exportateurs qui craignent les attaques des groupes armés. L'offre d'animaux est généralement moyenne. La demande reste globalement interne et externe par les commerçants surtout Nigériens. Les prix de vente des animaux publiés par le système d'information sur les marchés à bétail (SIMB) pour le mois de mars 2015, sont restés en mars 2015 pour toutes les espèces à un niveau supérieur à la moyenne des cinq ans. Ils sont en hausse de 22 pour cent pour les taureaux, de 20 pour cent pour les bœufs et 3 pour cent pour les boucs. Ces hausses cachent des disparités car dans la région de Diffa et dans le département d'Abalak, les marchés à bétail présentent plutôt des baisses variant entre 10 et 30 pour cent en comparaison avec la moyenne saisonnière.

Les ménages éleveurs vendeurs de bétail pour acheter les céréales sont dans une situation de termes d'échange qui leur est favorable car avec la vente d'une tête de bouc, ils arrivent à accéder, en moyenne, à des quantités de mil à peu près 25 pour cent plus élevées que la quantité obtenue en moyenne sur les cinq dernières années.

Le lait et les produits dérivés constituent des sources de revenus pour les ménages éleveurs. Toutefois, la disponibilité en lait et son offre est jugée en baisse de 50 pour cent par rapport à la moyenne, principalement dans les régions de déficit fourrager, notamment Diffa, Tahoua et Tillabéri. Cette situation de baisse de l'offre pourrait expliquer que le prix du lait est en mars 2015, deux fois plus élevé que son niveau moyen. Cela laisse supposer qu'il n'y a pas de changements significatifs sur les revenus de la vente de lait.

La situation sanitaire est caractérisée par une apparition précoce des maladies saisonnières. Selon une situation présentée par le Ministère de la sante publique le 18 avril 2015, toutes les régions sanitaires du pays, sauf Diffa, enregistrent des cas de méningite. Le nombre total enregistrés est de 905 cas dont 63 nouveaux cas enregistrés entre le 17 et 18 avril 2015. Le nombre total de cas enregistrés l'année passe à la même période est estimé à seulement 242 cas de méningites. Plus de 50 pour cent des cas sont pour la seule région de Niamey. Selon les seuils épidémiques de l'OMS, les districts sanitaires de Niamey 2, de Gaya et Doutchi sont en épidémie.

Dans la région de Diffa, suite aux nouveaux développements de la situation sécuritaire au Nigéria et ses manifestations dans la zone de Diffa en février 2015, le nombre des déplacés a brusquement augmenté passant de moins de 100 000 personnes à environ 150 000 personnes (selon les chiffres officiels). La tension sécuritaire se maintient avec les attaques récentes dans les îles du Lac Tchad et les mouvements de populations vont connaître une évolution dans les mois à venir.

La situation alimentaire des personnes déplacées dépend des assistances humanitaires qui sont apportées selon le statut et la durée dans la zone. La plupart des personnes déplacées qui ont relativement duré sont prises en charge par les organisations humanitaires. La ration est composée de céréale (500g/personne/jour), de légumineuse (100g/personne/jour) et d'huile (25g/personne/jour). Pour les enfants, la ration est composée CSB+ (200g/enfant/jour). Ces prises en charge assurées par l'Etat et ses partenaires ont concerné environ 75-80 pour cent de la population déplacée et deviennent plus importantes avec la formalisation de l'ouverture de camps à Sayam Forage depuis décembre 2004 et à Kablewa. Les personnes déplacées et non encore enregistrées ne reçoivent pas de façon officielle des assistances, ils commencent à faire le petit commerce pour

subvenir à leurs besoins alimentaires mais pourraient subir des déficits alimentaires compte tenu de la détérioration du tissu socioéconomique de la zone.

Les ménages des familles hôtes sont aussi dans leur majorité dans une situation alimentaire caractérisée par la baisse des disponibilités alimentaires suite au déficit de production céréalière et fourragère, la pression des personnes déplacées sur les maigres stocks mais aussi et surtout à cause des mesures de sécurité qui entravent le bon déroulement des activités génératrices de revenus. Pour le poivron, la principale culture de rente de la zone, en plus de la baisse de la production suite aux réductions des superficies emblavées en 2004 à cause la dégradation du climat sécuritaire, le circuit de commercialisation est perturbé par la baisse de la demande à l'exportation et aussi et surtout par les mesures des autorités locales interdisant la collecte et le transport par véhicule.

Les autres activités économiques dans le sud de Diffa, notamment la pêche et la vente de poisson, pratiquées dans le foyer de la tension sécuritaire au tour du Lac Tchad, sont frappées par les mêmes mesures de restriction.

Suppositions

Les scénarii les plus probables de la sécurité alimentaire d'avril à septembre 2015 se basent sur des suppositions fondamentales par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont:

- Les stocks céréales des paysans vont épuiser comme en année normale en avril/mai avec toutefois des épuisements précoces dans les zones déficitaires de Zinder et Tillabéri.
- La production des cultures irriguées et de décrue va prendre fin en avril-mai avec des résultats moyens à la faveur des appuis en semences et en équipements.
- Les récoltes des cultures irriguées de riz en saison sèche auront lieu en mai-juin et renforceront la disponibilité alimentaire des ménages dans les régions du Fleuve Niger.
- Les marchés seront suffisamment approvisionnés en produits alimentaires qui sont principalement importés par les commerçants à partir du Bénin, du Nigéria, et du Burkina Faso. Les flux commerciaux entre le Niger et ces pays sources d'approvisionnement seront plus importants que la moyenne pour combler les déficits de la disponibilité céréalière sauf les flux en provenance du nord-est Nigéria où la situation sécuritaire a impacté les flux vers la région de Diffa.
- La demande sur les marchés sera en augmentation typique suite à un accroissement du nombre des ménages demandeurs suite à l'augmentation du nombre de ménages sans stocks, aux retours des migrants, des transhumants et au Jeun de Ramadan en juin-juillet. Une pression de la demande sera occasionnée par la présence des réfugiés maliens et des personnes déplacées du Nigéria.
- Les ressources fourragères vont continuer à diminuer en avril/mai/juin pendant la période de soudure pastorale, mais la situation sera atténuée par les compléments d'aliments sauf dans la région de Diffa où une forte concentration dans les zones plus sécurisées ou une surcharge sera observée avec une aggravation des conditions pastorales déjà critique suite au déficit et le non départ vers le Lac Tchad.
- Il n'y a aucune indication d'abord que l'installation de la saison pluvieuse ne sera que normale en zones agricoles et agropastorales en mai/juin et en zone pastorale en juillet/août et progrès de la saison comme d'habitude.
- La demande et les prix de la main d'œuvre agricole seront normaux en juin, juillet, août, septembre. La demande et le prix de la main d'œuvre pour les travaux de préparation des sols et de semis en mai-juin 2015 et pour l'entretien des cultures pluviales seront normaux dans les zones productrices en juillet-septembre 2015 à la faveur des conditions pluviométriques favorables pour la campagne agricole.
- Les conditions de pâturages et d'abreuvement des animaux vont s'améliorer en juillet-août-septembre avec l'installation normale attendue de la saison dans la zone pastorale. La production et la consommation de lait seront normales en juillet-août-septembre 2015 grâce à la reprise de ressources pastorales.
- L'embonpoint des animaux qui va se détériorer pendant la période de mai-juin, va commencer à se rétablir à partir de juillet. Les prix des animaux vont baisser dans les zones de déficits fourragers pour amorcer leur hausse normale à partir de juillet jusqu'en septembre 2015 à la faveur de l'amélioration de l'embonpoint des animaux et une forte

demande d'embouche pour la Tabaski. Les termes d'échange animaux/céréales seront en baisse de 10 à 20 pour cent par rapport à 2014 mais seront normaux à hauts en juillet-septembre 2015.

- La reconstitution du stock national de sécurité de 30 000 tonnes, en cours jusqu'en fin avril, en vue des interventions de vente à prix modéré et de distribution gratuite de vivres, va atteindre le niveau programmé.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Dans la majorité des zones agricoles et agropastorales qui ont enregistré des excédents céréaliers et ou des bons stocks de reports sont observés, les ménages ont pu bénéficier des contributions des cultures de rente irriguées pour renforcer les disponibilités alimentaires et rallonger la durée des stocks propres. Dans ces zones situées principalement dans les régions agricoles et agropastorales de Maradi, Tahoua, le Nord Zinder et le Sud de Tillabéri, la majorité des ménages vont pouvoir accéder aux quantités de nourriture suffisantes pour couvrir leurs besoins alimentaires, faire des dépenses socioéconomiques pour éviter la dégradation des moyens d'existence et de la malnutrition. C'est alors globalement une situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) qui va caractériser ces zones qui seront plus importantes en termes d'étendue dans le pays.

Dans les zones à déficit de production agricole et fourragère localisée dans la bande Sud-est de la zone agricole de Zinder, la bande Nord de la agropastorale de Tillabéri et dans la partie pastorale de la région de Tahoua et Tillabéri, les ménages vont plus dépendre des marchés qui vont afficher des prix hauts pour les céréales et des bas prix pour les animaux. Toutefois, les déficits auxquels les ménages seront soumis seront de faible ampleur et seront comblés par les assistances annuelles. Une insécurité alimentaire en Stress (Phase 2 de l'IPC) sera observée chez les ménages pauvres de ces zones pastorales en avril-mai-juin et ceux des zones agricoles et agropastorales en juin-juillet-août-septembre.

Dans la zone agropastorale de la région de Diffa, l'insécurité civile et les mesures de restriction des mouvements prises par les autorités locales par mesure de sécurité, vont se traduire par une augmentation du nombre de personnes dépendantes des assistances alimentaires notamment les ménages pauvres déficitaires et les personnes déplacées. Ces populations seront soumises à des difficultés énormes pour couvrir leurs besoins de consommation et de protection des moyens d'existence, ils seront en Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) jusqu'en septembre 2015 grâce aux assistances.

Dans la zone pastorale de la région de Diffa, les activités de moyens d'existence sont fortement perturbées surtout la vente d'animaux et la migration vers la Libye et le Nigeria. Les prix des animaux sont en baisse à cause non seulement d'une faible demande à l'exportation mais aussi de la perte d'embonpoint consécutive au déficit fourrager. Les revenus sont en forte baisse entraînant de faibles pouvoirs d'achat de produits de consommation. Les ménages pauvres de cette zone restent en Crise (Phase 3 de l'IPC) durant toute la période d'avril-juin et juillet-septembre.

ZONES DE PREOCCUPATION

Dans la Zone Agropastorale de Ouallam (Zone de Moyens d'Existence 04)

Dans la zone, les sources d'alimentation et de revenus reposent essentiellement sur l'agriculture (production hivernale de mil, sorgho, niébé, arachide et voandzou) et l'élevage (bovin, ovin et caprin). La production agricole de la zone contribue normalement à plus 40 pour cent dans la couverture des besoins alimentaires des ménages et 18 pour cent dans les revenus des ménages pauvres et très pauvres. Les secteurs de la migration et de la vente de produits forestiers (paille, bois) ont un poids non négligeable dans les revenus en cash des ménages de cette zone où la pluviométrie annuelle varie entre 400-600 mm.

Situation actuelle

La campagne agricole : La production agricole 2014/2015 est déficitaire de 33 879 tonnes. Toutefois, le stock ménage moyen issu de la campagne agricole est estimé à environ 3,4 mois de consommation selon les résultats de l'enquête de vulnérabilité alimentaire de janvier 2015 contre 4-5 mois de consommation en année normale. Sur le plan pastoral, le déficit enregistré est estimé à 322 513 tonnes de matière sèche. Ce qui se traduit par un épuisement précoce de une à deux mois de la

disponibilité fourragère. L'abreuvement des animaux se fait autour des puits pastoraux avec le tarissement des eaux de surface.

Les Marchés et prix : Les marchés restent bien approvisionnés en produits alimentaires (mil, sorgho, maïs et patate alimentaire). Les sources d'approvisionnement sont typiques avec des produits provenant des pays comme Burkina Faso, Bénin et Nigeria via Niamey. Toutefois, la demande des aliments est relativement forte avec l'épuisement des stocks ayant pour conséquence une hausse des prix sur les marchés. Le prix du mil est en hausse de 14 pour cent en mars 2015 par rapport à la moyenne des cinq ans.

Pour les animaux, la variation des prix par rapport à leur moyenne et à leur niveau de 2014 dépendant des espèces. Les bovins, notamment les taureaux, qui sont exportés vers le Nigeria, présentent des prix supérieurs à la moyenne et à 2014 respectivement de 15 pour cent et de 11 pour cent. Par contre, les prix des petits ruminants notamment les boucs dont disposent certains ménages pauvres sont en baisse de trois pour cent en mars 2015 par rapport à la moyenne. Avec l'offre de plus en plus importante de ces espèces pour faire face aux besoins alimentaires liés à l'épuisement précoce des stocks propres, les prix des boucs sont également en baisse de sept pour cent en mars 2015 par rapport au mois de février de la même année.

Les moyens d'existence des ménages : La vente des animaux, de bois/paille, la confection de sécho, des produits horticoles et le transfert constituent les principales sources de revenus pour les ménages pauvres et très pauvres de la zone. Les revenus relatifs à l'exode et à la main d'œuvre agricole pour les cultures irriguées sont en baisse respectivement avec le retour des migrants et la faible demande consécutive à la baisse des superficies emblavées occasionnées par la réduction des disponibilités en eau pour l'irrigation. La vente de la paille/bois et de la main d'œuvre agricole pour la préparation des champs pour la campagne hivernale sont intensifiés pour accéder aux aliments de base.

L'élevage porte principalement sur les petits ruminants, les bovins, et la volaille. Avec l'offre de plus en plus importante pour faire face aux dépenses alimentaires, les prix des petits ruminants (animaux les plus communes pour les ménages pauvres) notamment les boucs sont en baisse par rapport à leur niveau moyen. La baisse des prix des animaux combinée aux hausses des prix des céréales a occasionné une baisse des termes de l'échange bouc/mil de 15 pour cent par rapport à la moyenne. La vente d'un bouc ne permet d'avoir que 92 kg de mil en mars 2015 contre 108 kg en moyenne quinquennale.

Les assistances institutionnelles : Les assistances en cours portent sur la vente à prix modéré de céréales (mil, sorgho, maïs et riz) et le cash grant (50 000 XOF aux femmes pour faire des activités génératrices de revenus et renforcer la résilience des ménages) dans toutes les régions du pays avec des focus sur les zones vulnérables à l'insécurité alimentaire. Le cash transfert et la distribution gratuite prévus au profit des ménages extrêmement vulnérables n'ont pas encore commencé.

La situation nutritionnelle des enfants : Dans la région de Tillabéri, le taux de prévalence de la malnutrition aigue globale avec le (MUAC) est de 9,72 pour cent selon les résultats de l'enquête de vulnérabilité alimentaire de janvier 2015. Dans les centres de récupération nutritionnelle, les admissions des enfants malnutris sont en hausse de 50% en mars 2015 par rapport à la moyenne.

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'avril à septembre 2015 dans la Zone Agropastorale de Ouallam se base sur les hypothèses suivantes:

- Les stocks des ménages pauvres sont épuisés depuis janvier/février au lieu de avril/mai en année normale ayant pour conséquence une poursuite de la demande de céréales sur les marchés jusqu'en septembre en attendant les niveaux récoltés.
- Malgré que les marchés restent régulièrement approvisionner, les prix des céréales seront de 10-20 pour cent en hausse entre avril et septembre 2015 par rapport à la moyenne suite à une hausse précoce de la demande en juin au de juillet à cause du Ramadan.
- La demande de la paille qui va s'intensifier en avril/juin par rapport à la moyenne à cause du déficit fourrager, va diminuer entre Juillet/septembre 2015 avec la disponibilité du pâturage dans la zone; le prix va rester au niveau moyen.

- La main d'œuvre pour les travaux de préparation des sols en avril-mai et les travaux d'entretien des cultures pluviales entre juin et septembre devrait être normale compte tenu de l'attente d'une saison des pluies normale.
- En avril-juin, les prix des animaux devraient diminuer de 5 à 10 pour cent par rapport aux mois passés suite à la dégradation de l'état d'embonpoint plus que d'habitude. Les termes de l'échange vont baisser de plus 15 pour cent par rapport à la moyenne mais reste comparable à leur niveau de 2014. L'embonpoint des animaux, leur valeur marchande et les termes de l'échange vont s'améliorer en juillet-aout-septembre à la faveur de la demande liée au Ramadan et à la Tabaski.
- Les revenus des transferts vont rester à leur niveau habituel surtout les transferts des migrants permanents seront normaux avec la stabilité politique dans les pays d'accueil comme la Côte d'Ivoire.
- Les programmes d'assistances surtout leur volet vente à prix modéré seront exécutés comme prévus.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En avril-juin, les contributions des cultures irriguées comme sources de revenus et de nourriture, les revenus issus de la vente des animaux, de la main d'œuvre, de la paille/bois vont favoriser l'accès aux aliments. Toutefois, en regardant l'épuisement précoces des stocks de propre production, ces contributions ne permettent pas d'assurer les dépenses non alimentaires. Ainsi, les ménages pauvres et très pauvres ne vont pas connaître un déficit alimentaire mais un déficit de protection des moyens d'existence et seront en insécurité alimentaire du niveau Stress (Phase 2 de l'IPC).

Entre juillet et septembre 2015, la demande de consommation va augmenter avec les travaux champêtres et le Jeun de Ramadan. En cette période, les prix seront davantage en hausse pendant que les revenus vont rester moyens voir baisser. Les assistances alimentaires gouvernementales vont permettre au plus grand nombre de ménages de consommer les quantités suffisantes de céréales. Toutefois, on pourra observer une minorité de la population (moins de 10 pour cent des ménages) constituée de ménages pauvres et ne disposant pas de ressources humaines suffisantes pour exploiter les terres agricoles et vendre la main d'œuvre en même temps. Bien que la zone restera en Stress (Phase 2 de l'IPC), cette catégorie de populations ne va disposer de ressources financières suffisantes pour combler les déficits alimentaires malgré les assistances et sera en Crise (Phase 3 de l'IPC) de l'insécurité alimentaire en juillet-aout-septembre 2015.

Dans la Zone Pastorale des Transhumants et des Nomades de Nguigmi (Zone de Moyens d'Existence 03)

Situation actuelle

L'économie de la zone repose essentiellement sur l'élevage. Les ménages pauvres et très pauvres estimés à 56% possèdent une à deux têtes de gros ruminants, quatre à six têtes de petits ruminants et quelques sujets de volaille. Dans cette zone la pluviométrie de la zone varie de 100-200mm. Les principales sources de revenus portent sur la vente d'animaux, vente de produits animaux, le gardiennage de troupeau, la vente de bois/charbon, vente de paille, transferts des exodants et l'artisanat. Depuis les crises Libyenne et Nigériane, le commerce des animaux est significativement en baisse. Quand aux aliments consommés, ils proviennent principalement des achats, des sous produits animaux, des dons/Zakat et des paiements en nature.

Situation de la campagne agro-pastorale : Les résultats provisoires de la campagne agricole et pastorale donnent un bilan céréalier négatif de 15 235 tonnes et une disponibilité fourragère déficitaire de 276 225 tonnes dans le département de Nguigmi. La disponibilité en pâturages est fortement en baisse par rapport à la moyenne suite au déficit mais aussi à la pression devenue plus forte à cause de la présence des animaux des personnes déplacées. La production maraîchère et de décrue au tour du lac qui devrait renforcer la disponibilité céréalière des ménages a fortement baissé à cause de la situation sécuritaire dans la zone qui a significativement diminué les superficies emblavées.

Cette situation sécuritaire a considérablement affecté la transhumance. Les animaux sont actuellement concentrés dans les zones agropastorales et pastorales autour des puits pastoraux. Ce qui se traduit par une forte pression des animaux sur le peu de fourrage disponible.

Les marchés et prix : Les marchés sont approvisionnés en fonction de la demande. Les prix des produits céréaliers sont en hausse de sept pour cent pour le mil et de neuf pour cent pour le sorgho par rapport à la moyenne – une moyenne qui est déjà marqué par des années consécutives avec des prix anormalement élevés.

En ce qui concerne le commerce des bétails, les exportations d'animaux vers le Nigéria et la Libye (normalement très importante pour ces populations) ont considérablement baissé à cause de l'insécurité civile dans ces pays. Cette situation a négativement impacté les prix des animaux. Les espèces les plus affectés sont les bovins et les camelins qui sont principalement exportés vers ces pays. Les prix des bovins et des camelins ont baissé de 16-30 pour cent en mars 2015 par rapport à leur niveau moyen.

Les moyens d'existence : Les revenus issus des transferts, de la vente des animaux sont en baisse par rapport à leur niveau moyen suite aux conflits sociopolitiques en Libye et au Nigeria, principaux pays de destination des migrants de la zone. Les transferts sont devenus principalement interne avec l'intensification de la situation sécuritaire du Nigéria et sont en baisse de 20-40 pour cent selon les ménages. La demande faible des commerçants de la Libye pour les chameaux et du Nigéria pour les petits ruminants et les bœufs ont occasionné la baisse des termes d'échange. Les termes d'échange bouc/mil sont en baisse de 11 pour cent par rapport à la moyenne.

En ce qui concerne les revenus issus du gardiennage des troupeaux, ils sont également en baisse à cause d'une faible demande pour la transhumance en raison de conflit au Nigéria. Avec le déficit fourrager, les revenus tirés de la vente de paille sont importants à la faveur des prix relativement en hausse.

Situation nutritionnelle des enfants : Le taux de la MAG / MUAC issus de l'enquête de vulnérabilité de Janvier 2015 est de 8,6 pour cent. Dans les CRENAS de la zone, le nombre des admissions des enfants malnutris sont en hausse de plus de 30 pour cent en mars 2015 par rapport à la moyenne et à la même période de 2014.

Situation sécuritaire dans la zone : Depuis le début de la crise au Nord du Nigéria plus de 100 000 personnes ont fui vers le sud de la région. Ces personnes sont à la fois des réfugiés nigériens et des déplacés. Initialement, les réfugiés et les déplacés vivaient parmi les communautés hôtes, mais leur nombre croissant a nécessité d'établir deux camps, Sayam Forage et Kablewa dans la zone où environ 2 000 personnes sont relocalisées.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit d'avril à Septembre 2015 se base sur les hypothèses suivantes :

- Il y'aura un épuisement rapide du pâturage suite à un déficit de 276 225 tonnes de matière sèche enregistrée dans la zone du département de Nguigmi avec pour conséquence une augmentation des prix des aliments bétail entre avril et juillet 2015. Il y'aura aussi un tarissement précoce des points d'eau en avril-mai-juin rendant l'abreuvement des animaux difficile et chers
- La forte surcharge des animaux sur les maigres ressources fourragères continue entre avril et juin due au manque de routes pour la transhumance.
- Une dégradation progressive de l'embonpoint des animaux plus que d'habitude avec le déficit fourrager mais sans risque de mortalité importante sera observée entre avril et juin.
- La production et la consommation de lait vont diminuer entre avril et juin pour augmenter encore entre juillet et septembre 2015 avec la régénération du pâturage suite à la reprise attendu des pluies.
- La perturbation des flux commerciaux vont se poursuivre et le niveau des importations céréalières et d'exportation de bétail sera en baisse par rapport à leur niveau moyen entre avril et Septembre 2015.
- Une hausse des prix des aliments de base (mil, du sorgho) de 10-20 pour cent par rapport à la moyenne sera liée à l'insécurité civile au Nigéria qui a entravé les échanges commerciaux entre la zone et le Nigéria.
- Les revenus tirés de la vente de paille seront moyens à la faveur d'une compensation de la baisse des quantités vendues par une augmentation des prix de vente.
- La baisse des transferts des exodants continue par rapport à la moyenne suite aux problèmes sociaux dans les pays de migration (Nigéria et Libye).

- L'offre de la main d'œuvre locale pour le gardiennage des animaux sera en hausse entre avril et juin 2015 à cause du faible niveau de l'exode. Les revenus du gardiennage resteront en baisse jusqu'en septembre suite à une faible demande par rapport à la normale. Il y'aura également une baisse des revenus de la main d'œuvre agricole au tour du Tchad à cause d'une faible demande pour les cultures de décrues.
- Il y'aura une continuation de la baisse des exportations des camelins vers la Libye de plus de 50 pour cent par rapport la normale et une baisse des prix de ces animaux de 10-20 pour cent par rapport à la moyenne.
- La diminution des exportations des bovins vers le Nigéria continue ayant pour conséquence une baisse des prix de ces animaux de 16-30 pour cent entre avril et juin 2015 par rapport à leur niveau moyen.
- Les termes de l'échange animaux/mil reste en baisse en avril-juin et juillet-aout-septembre 2015 avec la baisse des prix des animaux et la hausse des prix des céréales.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Entre avril et juin 2015, la plupart des revenus issus de l'ensemble des moyens d'existence (transfert, vente de la paille, gardiennage et vente des animaux) restèrent en significativement baisse par rapport à leur niveau moyen. Les ménages pauvres et très pauvres avec la vente depuis trois à quatre années que durent les conflits en Libye ne seront plus en mesure de vendre plus d'animaux que d'habitude pour accéder aux aliments de base. Avec les effets de la crise au Nigeria, les ventes de main d'œuvre localement seront perturbées suite aux mesures de restrictions des mouvements des populations. Les ménages pauvres seront des dépendants nets aux assistances humanitaires qui seront limitées compte des besoins qui sont importants dans la région. Ces ménages seront dans l'incapacité de satisfaire leurs besoins alimentaires, ils resteront ainsi jusqu'au moins septembre dans une situation alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS**Table I.** Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Mauvaise installation de la campagne hivernale 2015-2016	<ul style="list-style-type: none"> • Rétention des stocks céréaliers par les grands producteurs et les commerçants ; • Baisse des revenus des travaux pour les préparations et le labour des champs ; • Faible embonpoint des animaux pouvant entraîner des mortalités massives ; • Baisse significative des termes d'échange animaux/céréales ;
	Faibles flux céréaliers entre le Niger et les pays sources d'approvisionnement (Mali, Burkina Faso, du Bénin et Nigéria)	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des approvisionnements des marchés du Niger ; • Hausse significatives des prix des aliments de base ; • Réduction du panier ménager surtout pour les ménages pauvres et très pauvres
	Faible niveau de mise en œuvre du plan national d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau d'atténuation des difficultés alimentaires • Persistance des situations d'insécurité alimentaire
	Troubles sociopolitiques supplémentaires au Nigéria ou au Mali avec pour corollaire une amplification des mouvements de populations	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre des réfugiés plus que prévu ; • Faible flux commerciaux (animaux et céréales) ayant pour conséquence une baisse des prix des animaux et une hausse des prix des céréales ; • Réduction significative des revenus des transferts ; • Pouvoir d'achat moins que prévu avec des déficits de protection de moyens d'existence
Zone agropastorale de Ouallam	Flux des produits alimentaires limités des pays d'importations	<ul style="list-style-type: none"> • Faible approvisionnement des marchés ; • Hausse des prix des produits alimentaires ; • Accès difficile des ménages aux aliments de base ;
	Aggravation de la situation sécuritaire au Mali et émergence d'insécurité dans la zone	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des réfugiés et forte demande des céréales ; • Assistance limitée qui se traduit par une aggravation de la sécurité alimentaire ; • Faible revenus issus de la vente de la paille/bois/sécko et de la cueillette ; • Faible demande des animaux par les commerçants Nigériens et baisse des prix des animaux ; • Faible pouvoir d'achat des ménages pauvres plus que d'habitude ;
Zone pastorale de Nguigmi	Amélioration de la situation sécuritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Approvisionnement normal des marchés ; • Exportation des animaux vers le Nigéria, • Hausse des prix des animaux et amélioration des revenus des ménages ; • Accès facile des ménages aux aliments de base
	Installation précoce de la campagne agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des points d'abreuvement des animaux ; • Disponibilité du pâturage plutôt que prévu ; • Augmentation de la consommation du lait

A propos de l'élaboration de scénarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens de vie locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable.